

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Mexique, Amérique centrale & Caraïbes

Une publication du Service Economique Régional de Mexico

En collaboration avec les Services économiques de Guatemala, La Havane, Saint-Domingue et Panama
Semaine du 25 juin 2026

L'inflation a continué à baisser au Mexique, atteignant 3,55 % g.a. au cours de la première quinzaine de juin.

Après avoir réintégré la fourchette cible de la Banque centrale du Mexique (3 % \pm 1) en mai (3,94 % g.a.), l'inflation a continué à se modérer.

LE CHIFFRE A RETENIR

3,55 %

Inflation première
quinzaine de juin en g.a.

Le ralentissement de l'inflation s'explique principalement par une baisse des pressions au sein de la composante non sous-jacente (+1,61 % g.a.), la plus volatile, qui a compensé les pressions générées par la Coupe du monde de football organisée au Mexique.

Le ralentissement de la composante sous-jacente résulte de la modération de la dynamique des prix dans le secteur agricole, et en particulier des baisses enregistrées pour les produits de l'élevage. En revanche, les prix des produits énergétiques et des tarifs réglementés par le gouvernement ont augmenté de 3,92 % g.a..

La composante sous-jacente, qui exclut de son calcul les biens et services aux prix les plus volatils, a enregistré des pressions à la hausse (+4,12 % g.a.) que les analystes attribuent au début de la Coupe du monde de football au Mexique.

Mexique

Conjoncture macroéconomique

L'économie mexicaine aurait enregistré une croissance mensuelle de 1,2 % en avril, sa plus forte progression sur un mois depuis mars 2021, d'après l'Institut National de Géographie et de Statistique (INEGI). Les données d'avril semblent confirmer un rebond significatif de l'activité économique, principalement soutenu par la construction et certains segments du secteur des services alors que l'industrie manufacturière est restée affaiblie. Les effets de base favorables ainsi que l'impulsion liée à la Coupe du monde de football pourraient soutenir la croissance au deuxième trimestre, après la contraction de 0,6 % g.t. enregistrée au premier trimestre. Les incertitudes persistantes entourant la révision de l'Accord États-Unis–Mexique–Canada (T-MEC) ainsi que certaines politiques sur le plan intérieur devraient cependant continuer à peser sur les perspectives de croissance. Le consensus de marché mesuré par l'enquête de Citi du 22 juin a revu à la baisse sa prévision de croissance de 1,2 % à 1,1 % par rapport à la quinzaine précédente.

La Banque centrale du Mexique (Banxico) a annoncé deux mesures visant à simplifier et à encourager les paiements numériques. Ces mesures cherchent à « *favoriser une adoption accrue des moyens de paiement numériques et à étendre leurs bénéfices à des secteurs de la population toujours plus larges* » d'après Banxico. La première porte sur l'obligation faite aux institutions financières de « *fournir une expérience simplifiée et standardisée* » pour les transferts réalisés via les applications mobiles proposant des services de transfert de fonds. Les banques devront faire en sorte que leurs applications mobiles soient plus faciles à utiliser et qu'elles fonctionnent de manière plus homogène les unes par rapport aux autres. Ces dispositions visent également à renforcer l'utilisation d'outils déjà existants au sein du système de paiement, comme CoDi (outil développé par Banxico pour les paiements numériques) et DiMo (outil développé par Banxico pour les transferts d'argent via un numéro de téléphone), qui fonctionnent sur le réseau du Système de paiements électroniques interbancaires (SPEI). La deuxième mesure concerne la création de nouveaux types de comptes destinés aux petits commerces, avec des conditions spécifiques permettant la gestion de volumes plus importants d'opérations numériques. Banxico a expliqué que cet ajustement « *vise à aligner les niveaux d'opération des comptes de dépôt sur le profil transactionnel des utilisateurs et à encourager l'adoption des paiements numériques* ». Ces nouvelles règles ont déjà été publiées, mais leur application sera graduelle, les institutions financières devant adapter leurs systèmes technologiques pour se conformer aux nouvelles directives.

Sectoriel

Le Mexique demeure la sixième destination touristique mondiale mais le changement climatique fragilise désormais les perspectives du secteur. Cette vulnérabilité se manifeste notamment sur la côte caraïbe mexicaine, fortement affectée par l'arrivée massive de sargasses. Selon le système de surveillance des sargasses, le phénomène pourrait encore s'intensifier en 2026 et atteindre des niveaux records. S'il n'a pas, à ce stade, entraîné d'annulations significatives (1,2 million de touristes nationaux et internationaux étant attendus dans l'Etat du Quintana Roo en juin-juillet 2026), il conduit néanmoins à écourter les séjours et à dégrader l'expérience touristique. Les conséquences économiques sont d'autant plus sensibles que les pertes de revenus touristiques se cumulent aux coûts de nettoyage, évalués entre 1 et 1,5 M USD par kilomètre de côte et par an. Par ailleurs, le Centre mexicain du droit de l'environnement souligne l'asymétrie entre l'extension des zones protégées et les ressources budgétaires allouées aux agences fédérales chargées de leur supervision. Dans le même temps, si le portefeuille d'investissements touristiques dépasse désormais 42 Mds USD, leur mise en œuvre ne garantit pas le respect des standards environnementaux les plus exigeants. L'enjeu pour le secteur touristique mexicain est de préserver simultanément l'attractivité du pays, la soutenabilité de ses destinations et la compétitivité de long terme du secteur.

Dans le cadre de son objectif de porter la production d'A320 à 70-75 appareils par mois d'ici 2027, Airbus renforce son implantation à Querétaro avec l'extension de son usine située dans la municipalité de Colón. Le nouveau bâtiment de 4 500 m² porte la superficie du site à près de 12 000 m², soit une capacité quatre fois supérieure aux prévisions initiales. Au-delà de l'extension des capacités, l'investissement modernise l'outil industriel grâce à l'intégration d'équipements automatisés de haute précision destinés à sécuriser la montée en cadence et fiabiliser les processus de production. Il conforte parallèlement Querétaro comme premier pôle aérospatial du Mexique et l'un des principaux d'Amérique latine. Airbus accompagne cette expansion d'une politique en faveur de la féminisation des métiers de l'aéronautique, faisant de l'inclusion un levier de compétitivité pour répondre aux besoins croissants de l'industrie en main-d'œuvre qualifiée.

Finances publiques

Le ministère des Finances (SHCP) a émis deux obligations pour un montant total de 6,3 Md USD dans un contexte de dégradation de la note souveraine du Mexique par

les agences de notation. La SHCP a émis une obligation de 4,8 Md USD libellée en dollars arrivant à échéance en 2037, assortie d'un coupon de 6,25 % (avec un spread de 185 points de base au-dessus des obligations comparables du Trésor américain). La SHCP a également procédé à la réouverture de l'obligation arrivant à échéance en 2056 pour un montant de 1,5 Md USD, assortie d'un coupon de 6,75 % (avec un spread de 195 points de base au-dessus des titres du Trésor des États-Unis). Le Mexique devrait utiliser les ressources obtenues grâce à cette émission pour racheter la totalité des obligations libellées en dollars arrivant à échéance en 2027 et 2028, ainsi que des titres libellés en euros venant à échéance en 2029. Cette opération intervient dans un contexte où le Mexique fait face à des pressions croissantes de la part des principales agences de notation pour réduire son déficit budgétaire, avec un risque de perdre l'*investment grade*. En mai, S&P Global Ratings a révisé la perspective de la notation souveraine du Mexique de stable à négative, en raison de faiblesses budgétaires persistantes, de niveaux d'endettement élevés et de la faible croissance économique. Moody's Ratings a renforcé ces préoccupations environ une semaine plus tard en abaissant la note du Mexique au niveau le plus bas de la catégorie *investment grade*. Cette opération a cependant attiré les investisseurs, suscitant « une demande maximale de 20,7 Md USD, soit 3,3 fois le montant émis, avec la participation d'environ 266 investisseurs institutionnels à l'échelle mondiale » d'après le ministère des Finances.

Pemex et Petrobras ont officialisé ce mardi 22 juin une alliance stratégique et technique visant à évaluer, développer et mettre en œuvre conjointement des projets dans l'industrie pétrolière. Dans le domaine de l'exploration et de la production, les deux entreprises évalueront des initiatives destinées à revitaliser les champs matures et les opportunités d'exploration et de développement en eaux profondes et ultra-profondes, y compris sur des actifs situés dans le Golfe du Mexique. Le partenariat prévoit également un échange de connaissances techniques, de technologies et de meilleures pratiques, en s'appuyant notamment sur l'expertise de Petrobras dans les opérations offshore à haute complexité. Dans le domaine industriel, l'alliance couvrira la coopération dans les secteurs du raffinage, de la pétrochimie, des engrais, du traitement du gaz et de la récupération de liquides, ainsi que l'efficacité énergétique, la réduction des émissions, la capture du carbone et la production de carburants à plus faible intensité carbone. Elle inclura également un échange de bonnes pratiques en matière de sécurité, de fiabilité opérationnelle et de protection environnementale. Pemex et Petrobras ont indiqué que cet accord est conclu pour une durée de deux ans, renouvelable, et qu'il ne constitue ni un engagement d'investissement contraignant ni la création d'une société commune ou d'un consortium.

Indicateurs bourse, change et pétrole

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	25/06/2026
Bourse (IPC)	-2,97%	18,17%	66 278,01 points
Change MXN/USD	3,29%	-8,73%	17,92
Change MXN/EUR	-0,05%	-9,70%	19,92
Prix du baril mexicain	-8,29%	11,11%	67,63

Amérique centrale

Costa Rica

Le Costa Rica compterait actuellement **388 franchises, dont 82 % d'origine étrangère**. Le marché serait en forte expansion : le nombre de franchises aurait augmenté de 159 % entre 2010 et 2026, avec 7 nouvelles franchises créées en 2025. Si les marques internationales restent largement majoritaires, les franchises nationales bénéficieraient d'avantages comparatifs (investissements initiaux généralement plus faibles notamment). Depuis mars dernier, le Costa Rica s'est par ailleurs doté d'un cadre juridique visant à favoriser le développement des franchises. Pour rappel, en 2023, 51 filiales d'entreprises françaises étaient présentes dans le pays, représentant près de 18 000 emplois et un chiffre d'affaires estimé à 714 M EUR.

El Salvador

Le nombre d'entreprises salvadoriennes exportant entre 100 000 et 200 000 USD a augmenté de 23 % sur un an, atteignant 165 au cours des quatre premiers mois de 2026, selon la Banque centrale de réserve (BCR). Les exportations du pays ont progressé de 5 % en valeur sur la période, à 2,25 Md USD, tandis que les volumes exportés ont augmenté de 12,7 %, reflétant une présence croissante des entreprises salvadoriennes sur les marchés internationaux.

Le gouvernement salvadorien et le Groupe BID ont lancé la plateforme « El Salvador Crece », destinée à mobiliser davantage d'investissements privés et à accélérer les réformes économiques, dans le cadre du programme régional LAC Crece. L'initiative ciblera notamment la stabilité macroéconomique, le logement, le tourisme, le financement des PME et l'attraction des investissements, avec pour objectif d'accélérer la croissance économique du pays.

Guatemala

L'Amérique centrale est devenue en 2026 le premier marché d'exportation du Guatemala, devant les États-Unis, absorbant 32,4 % des ventes extérieures du pays entre janvier et avril (1,85 Md USD), contre 32,2 % pour le marché américain (1,84 Md USD). Les exportations guatémaltèques ont progressé de 5,8 % sur un an pour atteindre 5,7 Md USD, portées notamment par le café, les articles d'habillement et le sucre.

La Superintendencia de l'administration fiscale (SAT) prévoit de porter les recettes fiscales du Guatemala à 17,3 Md USD (131,6 GTQ Md) en 2027, ce qui permettrait à la pression fiscale d'atteindre 12,1 % du PIB. Cette estimation des recettes repose sur une prévision de croissance économique de 4 %. Pour atteindre cet objectif, l'administration fiscale mise notamment sur la transformation numérique, la facilitation du commerce, l'amélioration du respect volontaire des obligations fiscales et le recours accru à l'analyse de données. Elle vise également à réduire les écarts de conformité fiscale, notamment pour la TVA et l'impôt sur le revenu, grâce à de nouveaux outils numériques comme la plateforme de facturation électronique FEL 3.0.

Honduras

Le gouvernement hondurien estime à 6 Md USD les investissements nécessaires au système électrique au cours des dix prochaines années et reconnaît ne pas disposer

des ressources suffisantes pour les financer seul. Le ministre de l'Énergie, Eduardo Oviedo, a indiqué que ni l'État ni l'entreprise publique ENEE ne sont en mesure d'assumer ces dépenses, plaidant pour une plus grande mobilisation de capitaux privés nationaux et internationaux afin de moderniser les infrastructures de production, de transport et de distribution d'électricité.

Nicaragua

Le Nicaragua a inauguré en juin 2026 la centrale solaire Enesolar 1, un projet de 90 M USD financé avec le soutien de la Chine et doté d'une capacité de plus de 60 MW. L'installation alimentera principalement les infrastructures d'eau potable et d'assainissement d'ENACAL, tout en contribuant à réduire les coûts énergétiques du secteur et à renforcer la part des énergies renouvelables dans le mix électrique national.

L'inflation au Nicaragua a atteint 3,72% en variation annuelle en mai 2026. Selon une analyse relayée par Bloomberg, cette stabilité des prix s'explique notamment par les subventions aux carburants, le renforcement du córdoba et la politique de « cordobisation » de l'économie, contribuant à préserver le pouvoir d'achat et à soutenir l'attractivité du pays pour les investisseurs.

Panama

L'audit intégral de la mine de cuivre Cobre Panama, commandé par le gouvernement après la fermeture de la mine en 2023, conclut à un taux de conformité de 87,7 %. Le rapport estime que les mécanismes de gestion et de contrôle mis en place ont permis dans l'ensemble d'assurer le respect des obligations qui lui sont applicables. Il met toutefois en évidence plusieurs manquements, notamment en matière de reforestation, de protection de la biodiversité et de contamination des eaux. La décision sur l'avenir de la mine revient désormais à la commission nommée par le président Mulino début juin, formée du ministre de l'Économie et des Finances, du ministre du Commerce et de l'Industrie et du ministre de l'Environnement. Pour rappel, la mine est à l'arrêt depuis novembre 2023 à la suite de la décision de la Cour suprême du Panama qui avait déclaré inconstitutionnel le contrat liant l'État à Minera Panama (filiale de First Quantum Minerals). Avant sa fermeture, cette mine représentait environ 5 % du PIB et 75 % des exportations de biens.

Le Panama aurait enregistré une croissance économique de 4,8 % en g.a. au T1 2026, portée par la reprise de l'activité du Canal, d'après l'Institut National de Statistiques et de Recensement (INEC). Les recettes issues des péages du Canal ont en effet augmenté de 5,4 % g.a. sur la période, bénéficiant de la levée des restrictions qui

avaient été imposées durant l'épisode de sécheresse de 2023-2024. Outre le dynamisme du secteur des transports, du stockage et des communications (+8,2 %), la croissance a également été soutenue par le secteur de la construction (+6,5 %), grâce à l'avancement des grands projets d'infrastructure (ligne 3 du métro et quatrième pont sur le Canal). Le commerce a également enregistré une croissance solide (+6,4 %), portée par les réexportations de la Zone Libre de Colon et les ventes de carburants et de matériaux de construction. En revanche, le secteur agroalimentaire aurait reculé de 4,3 % sous l'effet de la chute des exportations de bananes, de poissons frais et de crevettes. Les activités financières ont également reculé de 0,6 %.

Caraïbes

Barbade

Le FMI dresse un bilan positif de la situation macroéconomique de la Barbade à l'issue de sa consultation au titre de l'article IV. Le Fonds estime que le programme gouvernemental BERT – lancé par la Première ministre Mia Mottley après la crise budgétaire de 2018 – a permis de rétablir une stabilité macroéconomique. Il salue la trajectoire baissière de la dette publique (96 % du PIB en 2025, avec objectif de 60 % d'ici 2035/36), la reconstitution des réserves de change (1,5 Md USD fin 2025, soit 6 mois d'importations) et le retour du pays sur les marchés internationaux (émission d'une obligation souveraine de 500 M USD en juin 2025). Après une croissance de 2,7 % en 2025 portée par le tourisme et la construction, le FMI prévoit un ralentissement à 2,2 % en 2026, en raison des tensions géopolitiques et de la hausse des prix des matières premières. L'inflation, très faible en 2025 (0,9 %), devrait remonter à 3,1 % en 2026.

Le Conseil d'administration du FMI a par ailleurs donné son accord définitif pour un accord de confirmation (AC) préventif de 257 M USD sur 36 mois à la Barbade. Les autorités barbadiennes ont indiqué qu'elles ont précisé qu'elles n'y recourraient qu'en cas de choc extérieur. Cet AC vise à renforcer le filet de sécurité financier du pays et à soutenir la poursuite des réformes engagées dans le cadre du programme BERT.

Cuba

Dans un contexte de crise économique profonde, les autorités cubaines ont présenté 176 propositions de transformations économiques et sociales visant à accroître le rôle des mécanismes de marché, à renforcer l'autonomie des acteurs économiques et à mobiliser davantage de capitaux privés, nationaux et étrangers.

Les mesures proposées prévoient un élargissement significatif de l'autonomie des entreprises publiques, qui pourraient exercer toute activité licite, bénéficier d'une plus grande liberté dans la fixation des prix, disposer plus librement de leurs bénéfices et définir leur politique salariale. Les modifications concernant le secteur privé incluent notamment la réduction des délais d'approbation, la suppression du plafond de 100 salariés et la possibilité pour une même personne de détenir plusieurs entreprises. Pour la première fois, la création de PME agricoles serait autorisée. Les acteurs non étatiques pourraient importer et exporter directement, ouvrir des comptes bancaires à l'étranger, exercer des activités complémentaires et bénéficier de droits réels tels que l'usufruit.

Les investisseurs nationaux, étrangers et les Cubains résidant à l'étranger pourraient acquérir des participations dans des entreprises publiques et investir dans des entreprises privées cubaines. Ils pourraient également bénéficier de droits de superficie et d'usufruit de longue durée, dont la durée serait portée respectivement à 99 ans et 50 ans. Les investisseurs étrangers pourraient, par ailleurs, ouvrir des comptes bancaires à l'étranger sans autorisation préalable (par simple notification auprès de la Banque centrale), accéder directement au marché des changes. Une réforme particulièrement attendue prévoit enfin la suppression de l'obligation de recourir aux agences d'emploi publiques dans le cadre des investissements étrangers.

Le secteur financier serait également ouvert à une participation accrue du capital privé, avec la possibilité de créer des banques privées, des institutions de microfinance, des bureaux de change privés et un marché numérique des devises. La réforme fiscale prévoit notamment la mise en place progressive de l'impôt sur la valeur ajoutée, une réduction de l'impôt sur les bénéfices ainsi que des incitations fiscales en faveur du secteur agricole.

Enfin, des mesures sectorielles visent à stimuler l'énergie, l'agriculture, le tourisme et les transports.

Haïti

Les exportations dominicaines vers Haïti auraient augmenté de 24,6 % sur les cinq premiers mois de l'année en variation annuelle, tandis que les exportations haïtiennes vers la République dominicaine auraient diminué de 91,5 %. Selon la

Direction générale des douanes dominicaine (DGA), cette forte hausse des exportations dominicaines vers Haïti, qui ont atteint 563,1 M USD de janvier à mai 2026, s'explique par une hausse de 41 % des exportations domestiques (hors zones franches), qui représentent les trois quarts des exportations vers Haïti. Les principaux produits exportés étaient les barres de fer, les ciments hydrauliques, la farine de blé ou de seigle et les t-shirts. A l'inverse, les exportations haïtiennes vers la République dominicaine auraient diminué de 91,5 % pour atteindre 350 000 USD. Elles seraient donc 1609 fois moins importantes que les exportations dominicaines vers Haïti.

Jamaïque

Le constructeur chinois de véhicules électriques JMEV (dont Renault est l'un des principaux actionnaires) renforce sa présence en Jamaïque avec l'ambition d'étendre sa distribution à l'ensemble des Caraïbes. Le groupe jamaïcain Kintyre Holdings a acquis une participation majoritaire de 75 % dans un concessionnaire qui commercialisera les modèles JMEV en Jamaïque. JMEV est détenu conjointement par Renault et un groupe automobile public contrôlé par une province chinoise. L'entreprise souhaite cibler dans un premier temps les flottes d'entreprises, avant d'étendre son activité aux particuliers, avec l'ambition ensuite de faire de la Jamaïque une tête de pont pour le marché caribéen.

République Dominicaine

La République dominicaine et les Etats-Unis ont signé le 17 juin 2026 un mémorandum d'entente (MoU) pour renforcer la coopération en matière de nucléaire civil. Ce MoU vise à développer la coopération économique entre les deux pays et à renforcer leur sécurité énergétique, tout en promouvant des standards élevés en matière de sécurité nucléaire et de non-prolifération. Si l'accord n'implique pas pour le moment de transfert de technologies ou de matières nucléaires, il fixe un cadre pour une coopération future autour de diverses applications du nucléaire. La première serait la production d'électricité, nécessaire pour suivre l'augmentation de la demande, qui a atteint ce même 17 juin un nouveau pic à 4077 MW. Le ministre de l'Energie et des Mines, Joel Santos, envisage la construction de petits réacteurs modulaires (SMR). Ces derniers permettraient de diversifier le mix électrique et de compenser l'intermittence des énergies renouvelables à laquelle le réseau électrique ne parvient pas à faire face, conduisant à de l'écrêtement et des coupures de courant. Le nucléaire civil pourrait également créer des débouchés dans le domaine des dispositifs médicaux, sur lequel la République dominicaine est déjà parvenue à se positionner.

Les investissements directs à l'étranger (IDE), qui ont atteint un record de 1,54 Md USD au T1 2026, jouent un rôle central dans l'économie dominicaine. Selon une étude de l'association dominicaine des entreprises d'investissement étranger (ASIEX) et du cabinet Ecoanalítica, les entreprises de capital étranger généreraient 30 % des recettes fiscales du pays et 22 % des cotisations à la sécurité sociale du secteur privé. Par ailleurs, elles seraient responsables de 73 % des exportations hors zones franches et de la création de plus de 200 000 emplois formels. Cette importance des entreprises étrangères dans l'économie dominicaine ne devrait pas diminuer puisque la Banque centrale de la République dominicaine (BCRD) projette que les flux d'IDE augmenteront de 6,4 % en 2026, après une hausse de 11 % en 2025. Sur la période 2019-2025, les IDE ont augmenté de 67 %, soit près de 2,5 fois la hausse des investissements étrangers enregistrée sur la même période dans la région Amérique latine-Caraïbes. Le premier Baromètre des IDE, développé par ASIEX et le cabinet DASA, indique que les perspectives pour 2026 sont positives, avec une majorité des entreprises interrogées qui entendent augmenter leurs investissements par rapport à l'année dernière, ce qui reflète la confiance des investisseurs étrangers. Les principaux avantages concurrentiels du pays seraient son infrastructure logistique, l'accès aux marchés et la stabilité macroéconomique.

Trinidad-et-Tobago

Le FMI alerte sur le ralentissement du secteur énergétique trinidadien, pilier de l'économie trinidadienne. Dans son rapport au titre de l'article IV publié début juin, le FMI rappelle que la reprise post-Covid a été principalement portée par les activités non-énergétiques, mais que le secteur énergétique reste pénalisé par le déclin des gisements matures. La part du secteur énergétique dans le PIB devrait reculer de 22,5 % en 2024 à 20,7 % en 2026. Sa valeur ajoutée devrait se contracter, de -0,5 % en 2025 à -4,5 % en 2026. À l'inverse, la part du secteur non énergétique dans le PIB devrait progresser de 77,5 % en 2024 à 79,3 % en 2026. Pourtant, le secteur énergétique demeure central puisqu'il fournit encore une part importante des recettes de l'Etat et environ 75 % des devises. Si la baisse de la production devrait peser sur les entrées de devises, la hausse des prix de l'énergie causée par les tensions au Moyen-Orient pourrait compenser une partie de ces effets à court terme. Le FMI anticipe une amélioration des perspectives à partir de 2027, notamment avec l'entrée en production du projet gazier Manatee.

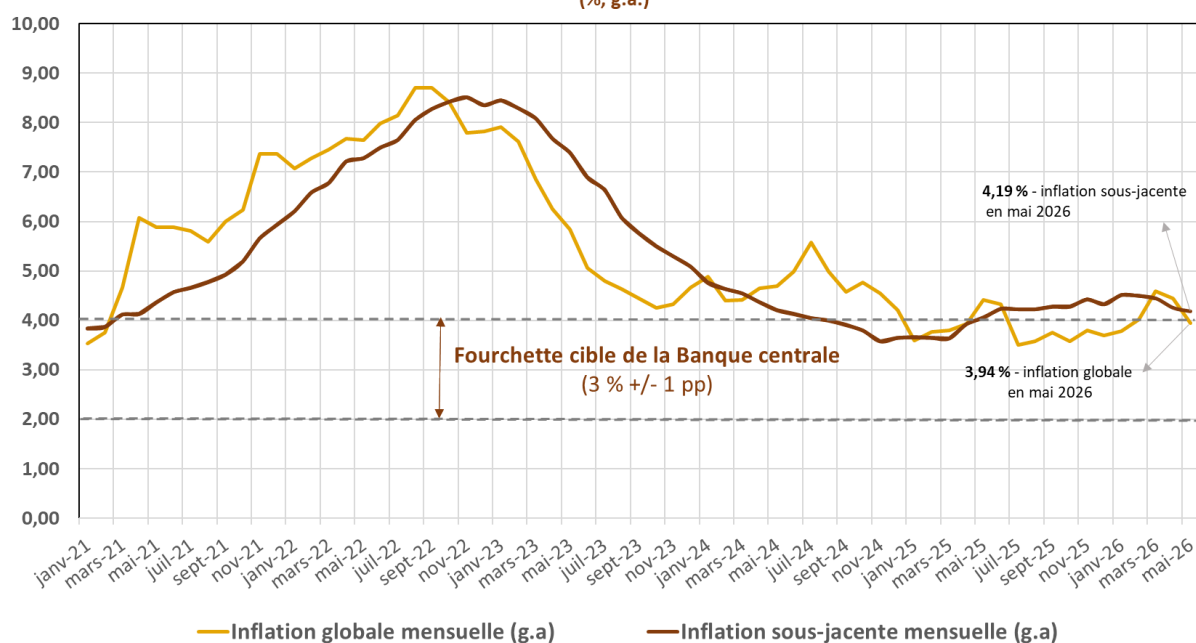
Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone Mexique, Amérique centrale et Caraïbes

Pays	Population (millions d'hab., 2025)	PIB nominal (Mds USD, 2025)	Croissance du PIB 2022	Croissance du PIB 2023	Croissance du PIB 2024	Croissance du PIB 2025	Prévision FMI 2026	Dette publique (% PIB, 2026, prév FMI)	Inflation (2026, prév FMI)	Taux d'intérêt directeur
Mexique	134,4	1 832,6	3,7%	3,1%	1,4%	0,6%	1,6%	62,7%	3,9%	6,50%
Belize	0,4	3,3	9,3%	0,5%	3,5%	2,7%	2,2,%	63,2%	1,5%	2,25 %
Costa Rica	5,4	102,9	5,5 %	4,8%	4,1%	4,6%	3,6%	61,1%	-0,4%	3,25%
Guatemala	18,9	121,1	4,2%	3,5%	3,7%	4,1%	3,9%	27,6%	2,6%	3,50%
Honduras	11,2	39,7	4,1%	3,6%	3,6%	3,7%	3,3,%	43,8%	4,4%	5,75%
Nicaragua	6,8	22,2	3,6%	4,4%	3,6%	4,9%	3,8%	33,2%	3,5%	6,25%
El Salvador	6,4	37,3	3,0%	3,5%	2,6%	3,7%	3,3%	84,5%	2,5%	--
Haïti	12,7	32,1	-1,7%	-1,9%	-4,2%	-2,7%	-1,7%	10,7%	23,5%	10,00%
Jamaïque	2,8	22,3	6,4%	2,7%	-0,5%	-0,1%	-1,2%	65,8%	6,1%	5,75%
Panama	4,6	90,5	11,0%	7,2%	2,7%	4,4%	3,8%	57,7%	1,4%	--
République Dominicaine	11	127,9	5,2%	2,2%	5,0%	2,1%	3,7%	58,2%	5,1%	5,50%
Cuba	11,2	25,3	3,2 % (EIU)	3,2 % (EIU)	3,8 % (EIU)	3,6 % (EIU)	--	129,4 % (EIU)	36,8 % (EIU)	--

Source : FMI, World Economic Outlook, Avril 2026

- Annexe Graphique Mexique -

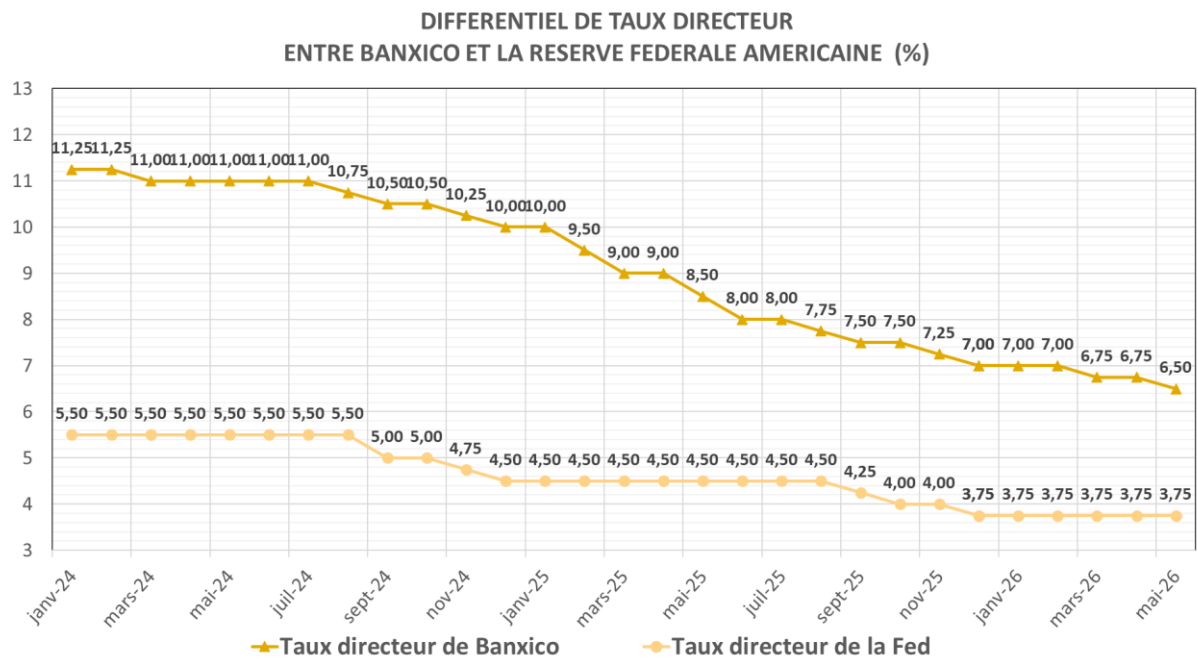
INFLATION GLOBALE ET SOUS-JACENTE MENSUELLE (%, g.a.)



Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie, Banque centrale du Mexique

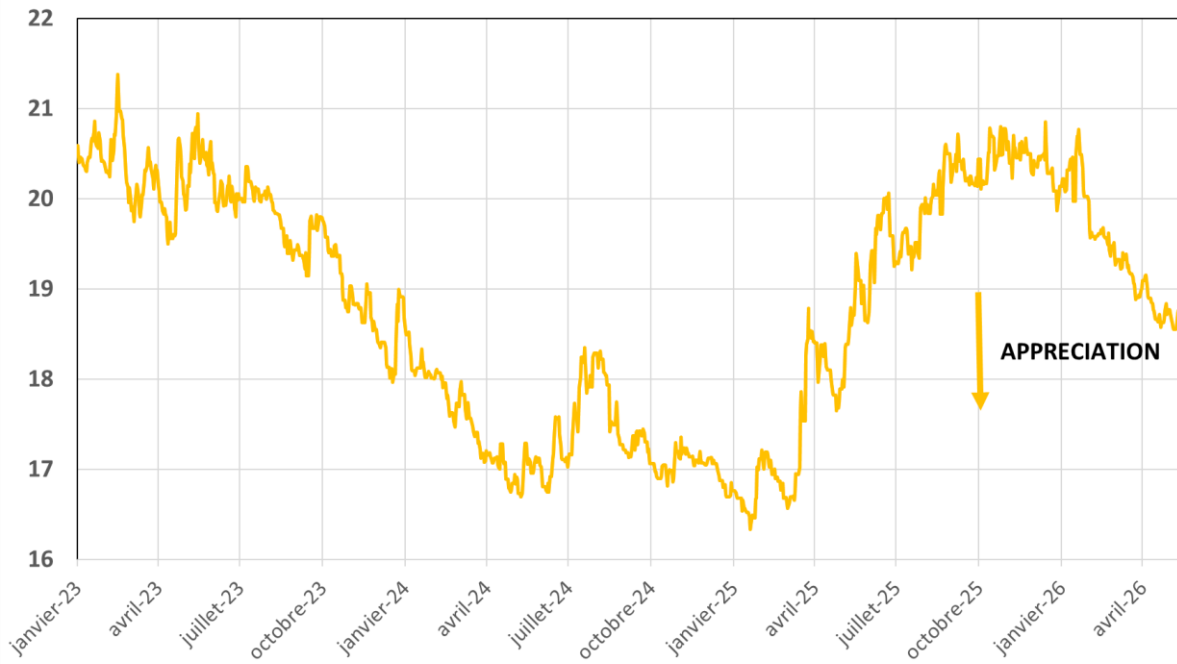
date	Taux directeur de Banxico	Taux directeur de la Fed	Différentiel (pdb)
janv-24	11,25	5,50	575
févr-24	11,25	5,50	575
mars-24	11,00	5,50	550
avr-24	11,00	5,50	550
mai-24	11,00	5,50	550
juin-24	11,00	5,50	550
juil-24	11,00	5,50	550
août-24	10,75	5,50	525
sept-24	10,50	5,00	550
oct-24	10,50	5,00	550
nov-24	10,25	4,75	550
déc-24	10,00	4,50	550
janv-25	10,00	4,50	550
févr-25	9,50	4,50	500
mars-25	9,00	4,50	450
avr-25	9,00	4,50	450
mai-25	8,50	4,50	400
juin-25	8,00	4,50	350
juil-25	8,00	4,50	350
août-25	7,75	4,50	325
sept-25	7,50	4,25	325
oct-25	7,50	4,00	350
nov-25	7,25	4,00	325
déc-25	7,00	3,75	325
déc-25	7,00	3,75	325
janv-26	7,00	3,75	325
févr-26	7,00	3,75	325
mars-26	6,75	3,75	300
avr-26	6,75	3,75	300
mai-26	6,50	3,75	275

Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine



Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine

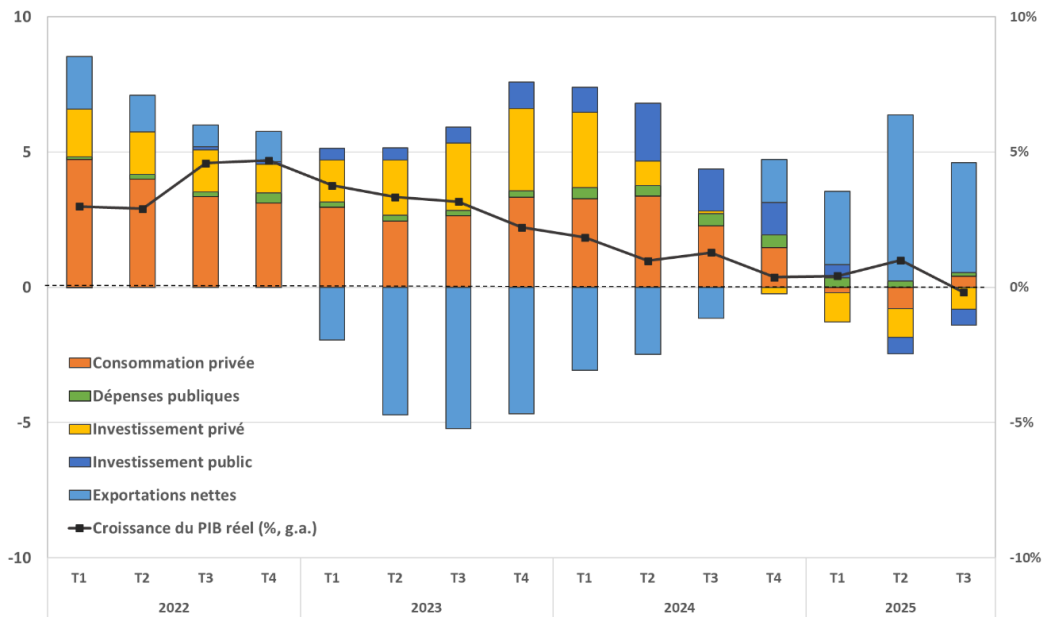
EVOLUTION DU TAUX DE CHANGE (MXN/USD)



Source : Banque centrale du Mexique

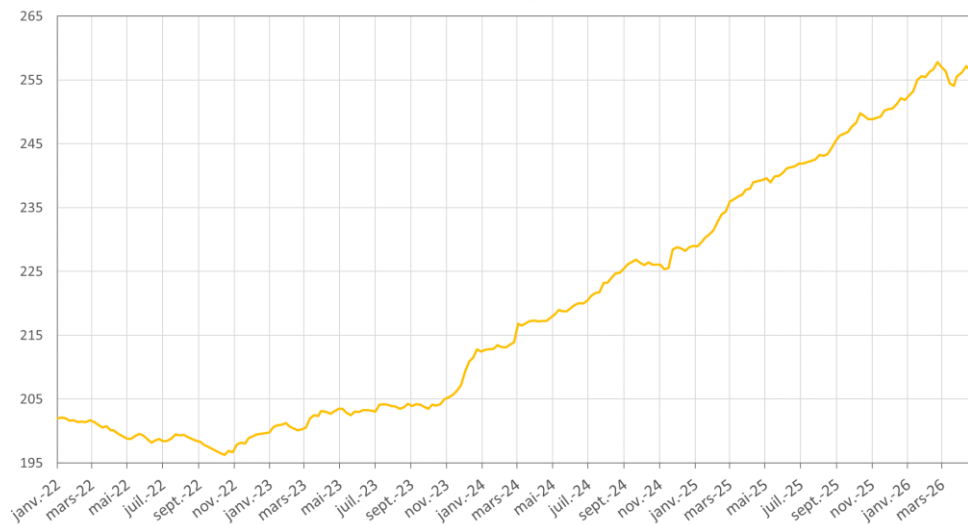
PIB REEL ET SES COMPOSANTS

Contributions à la croissance (pp, axe de gauche) / Taux de croissance trimestriel du PIB (g.a., axe de droite)



Source : Banque centrale du Mexique

NIVEAU DES RESERVES INTERNATIONALES DE CHANGES (Mds USD)



Source : Banque centrale du Mexique

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Mexico

Rédaction : SER de Mexico, en collaboration avec les SE de Guatemala, Panama, La Havane et Saint-Domingue

Abonnez-vous : mexico@dgtresor.gouv.fr